



BLOC.org

Denis Trudel
Député Longueuil-Saint-Hubert
192, rue St-Jean
Longueuil, Québec
450.928.4288
denis.trudel@parl.gc.ca



édition octobre 2020

spécial crise d'octobre 70
bulletin commémoratif

Mot du député

En Octobre 1970 deux hommes politiques sont enlevés par le Front de Libération du Québec et un des deux sera, tragiquement, trouvé mort dans le coffre d'une voiture tout près de l'aéroport de Saint-Hubert.

Ces évènements furent le déclencheur de la plus grave crise politique du vingtième siècle au Québec. Cette année, nous soulignons les 50 ans de cette crise. De différentes façons, ces évènements ont bouleversé le Québec. Ils ont été le révélateur de graves tensions et de grandes inégalités dans la société québécoise.

Il nous semblait important de souligner ces 50 ans avec un numéro spécial de notre courrier parlementaire consacré presque exclusivement à cette crise.

Nous avons pensé vous présenter un bref survol historique de ce qui a précédé Octobre 70, de principaux moments qui ont marqué cette époque, ainsi qu'un genre de bilan 50 ans plus tard.

En espérant que cette lecture vous donnera envie de fouiller encore un peu plus ce moment important de notre histoire qui m'apparaît essentiel à qui veut comprendre le Québec d'aujourd'hui ainsi que la genèse du mouvement indépendantiste moderne.

MANIFESTE

Le Front de Libération du Québec n'est pas un mouvement de révolte contre les temps modernes. C'est un regroupement de personnes qui ont voulu à tout mettre en oeuvre pour que le Québec ait sa main sur son destin.

Je suis de janvier sous zéro.
Je suis d'Amérique et de France.
Je suis d'octobre et d'espérance.
Je suis Québec mort ou vivant!
-Claude Gauthier

Le Front de Libération du Québec n'est pas une réponse à une agression, celle organisée par les marionnettes des gouvernements fédéral et provincial. Le Front de Libération du Québec est né en réaction au bill 63, la carte électorale, la taxe dite de "progrès social" (sic), power corporation, l'assurance-médecins, les gars de Lapalme...

La crise d'octobre 1970

Les origines de la crise d'Octobre 70

« Le Front de libération du Québec n'est ni le Messie, ni un Robin des Bois des temps modernes [...] ». Ajoutons que ce ne fut pas non plus une bande d'écervelés surgissant dans l'Histoire. Car s'il faut bien sûr déplorer la violence déployée par les felquistes, il importe tout autant de situer cette violence dans le contexte de l'époque : la crise d'Octobre se produit en effet au confluent de plusieurs autres crises auxquelles la Révolution tranquille essoufflée n'arrive alors plus à répondre.



En octobre 1970 le Québec traverse d'abord une grave crise sociale causée par l'infériorité économique des francophones. En 1966, une étude fédérale révélait que le salaire moyen des francophones se situait au 12e rang sur 14 groupes étudiés au Québec et que les anglophones étaient payés 32 % de plus que les francophones. Les syndicats sont alors vent debout sur cet enjeu. Depuis qu'elles ont syndiqué la fonction publique en 1962, les centrales syndicales sont plus solides et s'engagent à fond pour la justice sociale et l'indépendance du Québec. Les grèves sont si nombreuses à l'orée de 1970 qu'on parle alors de « climat révolutionnaire ».



Cette crise sociale se double d'une crise linguistique, surtout à Montréal où l'affichage unilingue anglais fleurit, où l'école anglaise ouvre toutes grandes ses portes aux immigrants et où les francophones doivent partout adopter l'anglais pour s'élever socialement. La question linguistique préoccupe alors des millions de Québécois, soumis à toutes sortes d'humiliations qui les ramènent à leur condition de colonisés.

Ces crises se doublent ensuite d'un profond conflit entre générations : en 1960, 44% de la population du Québec a moins de 20 ans. Cette imposante cohorte de jeunes bouleverse les structures traditionnelles, force la refonte du système d'éducation, fait pression sur le marché du travail et provoque une véritable révolution culturelle abordant sans complexe des enjeux tels que la drogue, la sexualité, la religion, mais aussi le système capitaliste et colonial tout entier. Le mouvement étudiant lutte en particulier pour démocratiser l'accès à l'éducation supérieure, quitte à faire de McGill une université française!

En 1970, on est en pleine guerre du Viêt Nam, les ghettos noirs américains sont à feu et à sang, la guérilla affronte les dictatures en Amérique latine et en Afrique. Ces luttes inspirent le FLQ qui emprunte leur rhétorique et leurs méthodes, que ce soit celles des « Black Panthers » aux États-Unis ou du FLN algérien. A l'automne de 1970, le FLQ comptait d'ailleurs s'inspirer des Tupamaros de l'Uruguay en kidnappant un représentant du colonialisme britannique et un représentant du capitalisme américain. Ce seront finalement un attaché commercial de Grande-Bretagne et le ministre québécois du Travail...



La Crise d'Octobre 1970 met fin d'un trait décisif à la Révolution tranquille. Que ce soit à cause des attentats du FLQ ou de la réponse brutale orchestrée d'Ottawa par le gouvernement de Pierre Trudeau, elle rompt avec le climat d'euphorie et de relative unanimité qui avait jusque-là caractérisé la Révolution tranquille. Bien sûr, la contestation et les réformes vont se poursuivre après 1970, mais la défense des intérêts du Québec passera désormais des mains de groupuscules clandestins à celles de partis souverainistes légitimes et démocratiques.

Le déroulement...

La crise d'Octobre débute le 5 octobre avec l'enlèvement par la cellule Libération du FLQ du diplomate britannique James Richard Cross à son domicile de Westmount. Cet enlèvement est suivi, le 10 octobre, par celui du ministre du Travail et de l'Immigration du cabinet Bourassa, Pierre Laporte, perpétré cette fois par la cellule Chénier (du nom du Patriote de 1837). Les felquistes posent alors cinq conditions pour la libération des otages : la fin des opérations policières, la diffusion massive du manifeste du FLQ dans les journaux, à la radio et à la télévision, la libération de 23 prisonniers politiques détenus au Québec, le versement de 500 000 \$ en lingots d'or et, enfin, un avion prêt à s'envoler pour Cuba et l'Algérie.

Redoutant par-dessus tout un mouvement de sympathie populaire à l'endroit des ravisseurs, les différents gouvernements dénoncent vigoureusement les actions terroristes. En pleine campagne électorale, le maire de Montréal, Jean Drapeau, choisit de colporter la peur en déclarant que « la révolution au Québec est peut-être en voie d'exécution ». Alors que le premier ministre Bourassa cherche à gagner du temps afin d'épargner la vie des otages, Pierre Elliott Trudeau privilégie plutôt une intervention musclée.



Dans la nuit du 15 au 16 octobre, la Loi sur les mesures de guerre est adoptée. En plus de permettre le déploiement de 5000 soldats de l'armée canadienne au Québec, elle suspend les libertés individuelles en accordant notamment des pouvoirs extraordinaires aux divers corps policiers (Gendarmerie royale, Sûreté du Québec, police de Montréal), comme celui de procéder à des perquisitions et d'arrêter sans mandat toute personne soupçonnée d'être associée aux ravisseurs. Dès le premier jour, les forces de l'ordre arrêtent 250 personnes, agissant à partir de leurs propres listes de suspects. La crise prend toutefois un nouveau tournant avec la découverte, le 17 octobre, du corps de Pierre Laporte dans le coffre d'une voiture près de l'aéroport de Saint-Hubert. S'il est sûr que le ministre est mort étranglé par le pendentif qu'il portait, nul ne peut dire avec certitude de quelle façon la chose s'est produite. La mort de Laporte change radicalement la perception de la crise dans la population, la curiosité cédant alors vite la place à la colère et à la peur.



La crise en tant que telle connaît son dénouement au mois de décembre, quand les ravisseurs de Laporte sont arrêtés et que les membres de la cellule Libération parviennent à négocier la libération de Cross en échange d'un exil à Cuba. Ils reviendront toutefois au Québec à partir de la fin des années 1970 et subiront un procès.

Depuis la fin de cette crise, la question a toujours été de savoir si la réaction des gouvernements, surtout celle du fédéral, avait été excessive. Le premier ministre Trudeau a toujours justifié son attitude intransigente en déclarant qu'un pays démocratique devait éviter de négocier avec des terroristes et que les prétendus prisonniers politiques dont les felquistes réclamaient la libération étaient en fait condamnés pour des crimes bien réels (attentats terroristes, vols, etc.) et non à cause de leurs opinions politiques. Trudeau justifiait aussi le recours à la Loi sur les mesures de guerre sur la foi de rapports en provenance du Québec, qui laissaient supposer un risque d'insurrection généralisée dans la région de Montréal, ce qui n'a jamais pu être prouvé. Les milliers de terroristes n'étaient en fait qu'une poignée, alors que les perquisitions policières n'ont permis de mettre la main que sur quelques armes. Quant aux 500 arrestations sans mandat, Trudeau en rejetait la responsabilité sur la Sûreté du Québec et la police de Montréal. Selon certains, la crise d'Octobre aurait en fait fourni l'occasion au gouvernement fédéral, engagé dans une lutte contre le nationalisme québécois, de discréditer le mouvement indépendantiste qui menaçait alors le fédéralisme canadien.



L'envol du Québec s'est poursuivi après la crise d'Octobre

On entend parfois que la crise d'Octobre aurait brutalement mis fin aux réformes engagées depuis 1960 et étouffé l'élan en faveur de l'émancipation du Québec et que la stratégie du gouvernement fédéral aurait pleinement atteint l'objectif de stopper la volonté d'émancipation des Québécois. Cette lecture est contredite par les faits. Les réformes et la contestation ne cessent pas : un an après la crise d'Octobre, Montréal est secouée par un violent conflit de travail à La Presse et un Front commun intersyndical va bientôt déclencher le débrayage de 200 000 employés de l'État. Quant à l'idée d'indépendance, elle poursuit sa progression dans la population qui porte au pouvoir dès 1976 le gouvernement souverainiste de René Lévesque. On connaît la suite. Les défaitistes ont beau annoncer sans cesse la mort de l'idée d'indépendance, celle-ci demeure rivée au cœur de bien des Québécois.

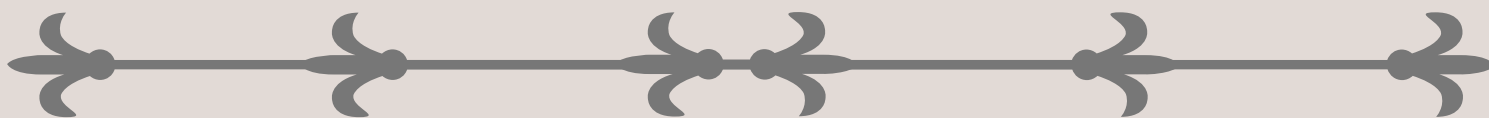


Depuis 1970, les médias autopsient inlassablement la crise d'Octobre. Les procès et les lourdes peines de prison infligées aux felquistes défraient d'abord l'actualité. Puis on en apprend chaque jour davantage sur les manœuvres du gouvernement de Pierre Trudeau à l'occasion de trois commissions d'enquête : Keable, McDonald et Duchaine. Les témoignages des victimes de la répression policière commencent aussi à tomber sous forme de livres, d'interviews, mais aussi au théâtre, au cinéma, en chanson et en poésie.

Car si la vaste majorité des 500 victimes d'arrestations n'avaient finalement rien à voir avec le FLQ, la plupart étaient cependant engagés dans la modernisation du Québec. La répression, l'emprisonnement et l'humiliation de dizaines d'intellectuels, d'artistes et de poètes ont donc marqué la culture québécoise, dont l'œuvre immense d'illustres poètes tels Gaston Miron, Michel Garneau, Gérard Godin et sa conjointe Pauline Julien. Au cinéma, une avalanche de films et de documentaires témoigne des diverses manières des Québécois de passer au travers de la crise : Bingo de Denys Héroux, Octobre de Pierre Falardeau, ainsi qu'un authentique chef-d'œuvre, Les Ordres de Michel Brault.

Si la plupart des victimes ont ensuite souhaité passer à autre chose après cette expérience traumatisante, certains artistes s'en trouvent changés. Comme Claude Gauthier qui avait affirmé : « Octobre nous a tous réveillés et même s'il a fallu passer par une certaine noirceur, nous en sommes sortis pour la plupart, plus forts et plus inspirés. »

Depuis 1970, le Québec a traversé bien d'autres crises: deux échecs référendaires, le coup d'État constitutionnel de 1982, la crise du verglas et, de nos jours, une pandémie dévastatrice. Dans chaque cas et comme au lendemain d'Octobre, ce peuple extraordinaire, dont on a dit tant de mal, aura alors pu exprimer sa plus extraordinaire qualité, sa capacité à se serrer les coudes, à résister, à prouver au monde qu'il est là pour rester et qu'il a toujours un rendez-vous normal avec l'Histoire.



Victoires pour Longueuil-Saint-Hubert

Logements sociaux

De nouveaux logements sociaux et abordables pourront enfin se construire dans Longueuil-Saint-Hubert. Ottawa et Québec ont enfin conclu une entente sur le sujet. Je réclamais cette entente depuis mon élection. Un autre gain du Bloc Québécois!



À vélo même l'hiver

Après avoir soutenu les citoyens dans le projet pilote pour voyager l'hiver à vélo sur le Pont Jacques-Cartier, rencontré le directeur général de la société des Ponts tous les cyclistes pourront y voyager en période hivernale. Un gain collectif dont je suis fier!

